

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 115
JEUDI 23 SEPTEMBRE 71

VIVE L'AMITIÉ DES PEUPLES DE CHINE ET DE FRANCE !

Dans quelques jours, une délégation de la République Populaire de Chine, conduite par Pai Hsiang-kuo, ministre du Commerce extérieur, posera les pieds sur le sol de notre pays sur l'invitation du gouvernement français. Cette visite officielle durera une dizaine de jours à dater du 29 septembre.

C'est au nom de l'amitié révolutionnaire qui unit les peuples de Chine et de France que nous accueillerons la délégation chinoise, armée de l'invincible pensée-maotsetoung.

Nos deux peuples sont profondément unis par leurs riches traditions révolutionnaires, de la Commune de Paris, première forme de dictature du prolétariat, à la grande Révolution Culturelle Proletarienne déclenchée en personne par le président Mao Tsé toung qui consolida la dictature du prolétariat, assurant que la Chine resterait Rouge.

La pensée-maotsetoung, c'est l'expression la plus élevée du marxisme-léninisme de notre époque, époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier.

Les deux « super-puissances », Etats-Unis et Union Soviétique, qui prétendaient se partager le monde, sont mis en échec par les peuples révolutionnaires en lutte pour leur indépendance nationale.

La Chine aujourd'hui est reconnue par de nombreux pays à régimes sociaux différents, dans toute son intégralité territoriale : Taïwan est une province chinoise, c'est un problème intérieur à la nation chinoise. Les agresseurs américains n'ont qu'à en retirer leurs troupes.

Le vice-président Lin Piao, dans son rapport présenté au 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois, a réaffirmé : « La politique extérieure de notre Parti et de notre gouvernement est conséquente. Elle consiste à développer, selon le principe de l'internationalisme prolétarien, des relations d'amitié, d'entraide et de coopération avec les pays socialistes ; à soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ; à œuvrer en faveur de la coexistence pacifique entre les pays à systèmes sociaux différents sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures,



En mai-juin 68, le peuple chinois manifeste son soutien au peuple de France.

égalité et avantage réciproque, coexistence pacifique ».

S'en tenant fermement aux principes marxistes-léninistes, le peuple chinois, sous la direction du grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois ayant à sa tête le président Mao Tsé toung, a soutenu résolument la lutte des masses révolutionnaires de notre pays en mai-juin 1968.

Et réciproquement, le peuple de France est largement solidaire du peuple chinois. C'est ainsi que le projet de résolution de 18 pays, dont l'Albanie et l'Algérie, pour la restitution à la Chine de tous ses

droits légitimes à l'O.N.U. et l'expulsion immédiate de la clique de Tchiang Kaï-check a un écho très chaleureux dans le peuple de France.

Aujourd'hui dans le monde, c'est l'impérialisme américain et les révisionnistes de Moscou qui se trouvent de plus en plus seuls.

Que le peuple de France renforce toujours plus sa solidarité militante avec le peuple chinois !

Vive l'amitié révolutionnaire de nos deux peuples !

Vive la République Populaire de Chine, bastion du socialisme !

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE LE PROLÉTARIAT SE SERVE DE L'HUMANITE ROUGE (8)

SOUTENONS TOUJOURS PLUS FERMEMENT NOTRE JOURNAL!

Une bataille n'est jamais définitivement gagnée. Il faut préserver les acquis obtenus par la lutte, il faut sans cesse renforcer et élargir ce qui a été gagné. Il faut à nouveau lutter pour de nouvelles victoires!

Notre H.R. a déjà remporté des victoires dans sa lutte contre la bourgeoisie. De nombreuses tentatives ont déjà été faites pour faire disparaître le journal de la classe ouvrière, tant de l'intérieur que de l'extérieur. Ces tentatives ont toujours été vouées à l'échec, car la ligne défendue est une ligne juste et la classe ouvrière ne s'y trompe pas. A tous nos appels elle répond : présent. Depuis plusieurs numéros, notre audience augmente petit à petit dans les masses, la diffusion augmente progressivement mais il est un front de lutte qu'il faut sans cesse renforcer, étayer et impulser pour que notre journal soit encore plus combatif, encore plus près de la classe ouvrière, c'est le Front ouvrier. Tous nos camarades diffuseurs, sympathisants ou amis n'ont pas encore tous comprise la nécessité vitale qu'il y avait à participer au journal rédactionnellement et financièrement. Ils n'ont pas tous compris la nécessité de nous faire parvenir des textes courts, 10-20-30 lignes, sur les luttes menées par la

classe ouvrière autour de chez eux, comme le disait Lénine et comme nous l'avons nous-mêmes déjà rappelé, il nous faudrait 20 ou 30 lettres par semaine nous apportant les échos des luttes menées par les travailleurs — même si nous n'en utilisons que le tiers, le reste sert à constituer des dossiers qui nous permettent ensuite de mieux analyser les luttes de classe en France.

Notre journal, votre journal, ne peut continuer à progresser et à se développer dans la classe ouvrière que par votre participation rédactionnelle et financière. Camarades ouvriers, sympathisants ou amis ouvriers qui nous lisez, écrivez-nous brièvement les luttes que vous menez dans vos usines, dans vos ateliers ou chantiers. Faites-nous connaître l'action de vos syndicats, leur attitude dans la lutte classe contre classe. Ne dites pas je ne sais pas écrire, mettez vos idées sur vos luttes tel que vous les ressentez, ce n'est pas de la littérature dont nous avons besoin mais de faits concrets, journaliers, qui sont la vie quotidienne de la classe ouvrière sous l'oppression du capital. Ce sont vos joies, vos peines, vos réussites et vos échecs qu'il faut faire connaître à la masse de notre peuple. C'est

de tout cela que votre journal a besoin pour être le grand journal de la classe ouvrière.

Comme nous l'avons déjà indiqué également, notre journal ne peut faire face aux dépenses occasionnées par la sortie régulière du journal, que grâce à votre soutien financier. Il nous faut toutes les semaines payer l'imprimerie qui tire notre journal, il faut payer le papier, le lino, la composition des caractères, l'imprimeur, les expéditions, les frais annexes (transport, loyer, électricité). Pour tout cela, il nous faut plusieurs millions par mois. Nous ne vivons d'aucune publicité de la bourgeoisie que nous combattons. Nous ne réglons nos dettes qu'en fonction de votre soutien. Et sur ce front de lutte également nous devons sans cesse renforcer notre action, l'élargir pour que notre presse se développe et devienne un jour quotidienne.

Camarades, amis lecteurs, sympathisants, allons de l'avant, engageons fermement la lutte sur ces deux fronts de combats et une nouvelle fois grâce à votre action nous remporterons de nouvelles victoires dans la lutte classe contre classe.

Prenez fermement en main nos tâches et H.R. vivra ! H.R. vaincra !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour poursuivre notre juste combat	Alpes	10 F
Pour abattre la réactionnaire Soutien à H.R.	Paris	10 F
M.D.	Langeac	3,90 F
Un sympathisant	Bouches-du-Rhône	87 F
Une veuve de militant des brigades internationales tué au combat	Périgueux	10 F
Un cheminot	Région Parisienne	10 F
Un apprenti cheminot	Région Parisienne	4,50 F
Des lycéens	Région Parisienne	0,50 F
C.D.H.R. Marty (1 ^{er} versement août-sept.)	Région Parisienne	20 F
C.D.H.R. Banlieue Sud	Région Parisienne	50 F
Contre les liquidateurs.	Région Parisienne	202,50 F
1 lycéen marxiste-léniniste	Nantes	2 F
C.D.H.R. Staline	Centre	50,30 F
C.D.H.R. G. Tautin	Centre	2 F
Comité de Soutien à H.R.	Périgueux	5 F
	Total de la semaine	478,00 F
	Total précédent	96 286,08 F
	Total général	96 764,08 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

Au Phénix	Paris	65 F
Anonyme	Région Parisienne	25 F
Deux camarades Parisiens	Région Parisienne	165 F
Un jeune sympathisant	Marne	3,60 F
Deux ouvriers	Sud-Ouest	1,70 F
Une ouvrière	Sud-Ouest	2 F
Un ouvrier Tourneur	Centre	10 F
Les Marxistes-Léninistes	Centre	20 F
	Total de la quinzaine	294,30 F
	Total précédent	8 977 F
	Total général	9 271,30 F

MILITER JUSQU'A MON DERNIER SOUFFLE...

La lettre ci-dessous nous paraît riche par l'exemple qu'elle nous donne à tous, cependant elle nous semble exemplaire en particulier pour deux raisons :

— Il y a parmi nos lecteurs un nombre important de vieux militants du PCF, combattants de la Résistance, qui tout en approuvant notre ligne hésitent à reprendre le combat tant ils ont connu de trahisons, ou bien estimant qu'ils doivent céder la place aux jeunes. Ce camarade nous offre l'exemple de la détermination à combattre jusqu'au bout.

— Ensuite il nous montre comment, même isolé, un marxiste-léniniste doit propager les idées marxistes-léninistes. « Nous autres communistes, nous sommes comme les semences et le peuple est comme le sol. Où que nous allons, nous devons nous unir avec le peuple, prendre racine et fleurir au milieu du peuple. »

(Mao Tsé-toung : 17 oct. 1945).

Chers camarades, J'ai 73 ans. Je suis ouvrier électricien en retraite. Dans mon travail malgré les menaces patronales, j'ai toujours mis la politique au poste de commandement et en ai subi les conséquences dans ma vie privée et ma vie professionnelle. Déjà en 1913-1914, j'étais au Parti Socialiste et fidèle lecteur de l'Humanité de Jaurès. De 1916 à 1918, pendant la Première Guerre Mondiale impérialiste, j'ai été interné politique à cause de mes idées révolutionnaires. Si tôt la fondation du P.C.F. à Tours en 1920, du fait du manque de cellules rurales (j'habite un petit village du Nord) j'ai commencé par agir seul tout d'abord, dans ma région, suivant les directives du Parti. Evidemment, en 1936, pendant le Front Populaire, avec mes camarades, j'ai lutté pour nos revendications. Cepen-

dant, déjà à cette époque, je me rendais compte de certaines erreurs du Parti, par exemple celles de Maurice Thorez, qui commençait à nager entre le marxisme-léninisme et la réaction. Mobilisé en 1939, peu de temps après, les nazis voulurent me déporter pour travailler en Allemagne car j'avais été mis sur une liste de départ par un gros agriculteur fasciste du village. Alors je me suis évadé tandis que les dirigeants actuels du Parti, soi-disant communistes tel Georges Marchais, acceptaient le Service du Travail Obligatoire hitlérien (S.T.O.). J'ai ensuite participé activement à la Résistance mais je n'ai jamais pour cela mérité de médailles ou de récompenses honorifiques quelconques. A la Libération, j'ai repris le combat dans les rangs du P.C.F. pour apprendre qu'il demandait

traîtreusement aux travailleurs de retrousser leurs manches pour remettre en selle le régime capitaliste contre lequel nous avons toujours combattu. Mais le choc le plus dur que j'ai pu ressentir, c'est, à la mort du Grand Staline, lorsque le sinistre renégat Kroutchev, dans le premier pays socialiste du monde, l'U.R.S.S. de Lénine, rejeta la voie du marxisme-léninisme. Dès ce moment, j'ai quitté le Parti, m'insurgeant violemment contre sa ligne révisionniste. Solitairement, j'ai lutté sans arrêts, discutant avec mes anciens camarades de combat pour leur expliquer la trahison du P.C.F. Malgré sa pression idéologique de plus en plus réactionnaire, je persévère encore et toujours. Pour élever mon niveau de conscience politique, j'ai depuis mon jeune âge étudié les œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline et depuis 4 ans, je suis abonné aux revues et périodiques chinois que je lis et diffuse tout seul. Bien que les difficultés soient nombreuses dans un coin reculé comme le nôtre, souvent en proie aux mensonges de la télé, de la radio et des journaux contre-révolutionnaires, je n'ai jamais désespéré de faire aboutir les idées justes. Je pense que des gens comme Mitterand et les autres révisionnistes sont les ennemis mortels de

la classe ouvrière. Quelle honte, surtout après son passé dans le gouvernement Kollabo de Pétain, de voir Mitterand en grande photo dans l'Humanité-Dimanche lors des élections de 1965. Ces gens ne peuvent pas nous inspirer confiance : ils ont tout fait sauf le bien de l'ouvrier. Il suffit d'ailleurs de voir qui ils servent ; Le problème actuel dans le mouvement ouvrier français est l'unité à la base, dans l'action, entre tous les travailleurs étrangers et français, pour notre libération, sous la direction d'un Parti authentiquement Communiste Marxiste-Léniniste.

Jusqu'à mon dernier souffle, malgré ma vue fortement défaillante et mon vieux âge, je lutterai pour une France Rouge et la victoire de la dictature du Proletariat.

Vive la FRANCE ROUGE.

TRAVAILLEUR QUI LIS L'H. R. SOUTIENS TON JOURNAL, ECRIS LUI POUR DENONCER LES CRIMES DU CAPITAL

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger :			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

UNITÉ D'ACTION A LA BASE CONTRE LE CHOMAGE ET LES LICENCIEMENTS

« Les richesses de la société sont créées par les ouvriers, les paysans et les intellectuels-travailleurs. S'ils prennent en main leur propre destinée, suivent une ligne marxiste-léniniste et s'appliquent à résoudre activement les problèmes au lieu de les éluder, ils pourront toujours venir à bout de n'importe quelle difficulté dans le monde. » (Mao Tsé toung).

Du fait de la crise monétaire dans le monde capitaliste, la contradiction sur le plan national entre le prolétariat et la bourgeoisie s'aiguise.

Le Premier ministre, lors de son allocution télévisée du jeudi 9 septembre, a effleuré comme d'habitude les problèmes sociaux sans pouvoir y apporter remède, sinon que de poursuivre encore plus l'exploitation capitaliste, pour augmenter les profits des monopoles.

Chaban-Delmas a déclaré : « ... si nos exportations sont réduites, nous produirons moins, produire moins, c'est travailler moins ». Et il ajoute très clairement : « travailler moins, c'est avoir moins d'emplois... ». Autrement dit c'est le chômage, la misère pour la classe ouvrière, c'est la conception du monde capitaliste.

Depuis le début de cette année 1971, le patronat a licencié des dizaines de milliers d'ouvriers, au nom de la décentralisation et de la concentration des monopoles. Le nombre de chômeurs était, en janvier 1971, de 600 000, aujourd'hui c'est un chiffre plus élevé qu'il faut enregistrer.

Et, en ce mois de septembre, les licenciements se poursuivent à un rythme accéléré. Il nous suffit de citer quelques cas, 500 ouvriers licenciés à la Société Fronteau au Mans, 380 licenciements à l'usine Gutbrod à Mâcon, 800 licenciements dans deux Imprimeries (Lang-Grandemange à Villeneuve-la-Garenne et la Société d'Éditions Périodiques Parisienne à Bobigny), Rhône-Poulenc à Lyon-Vaise 560 licenciements, etc.

Mais pour les exploitants capitalistes, il n'en est pas de même, leurs profits ne cessent de grossir quelles que soient les corporations. D'après Chaban-Delmas, « des mesures immédiates ont été prises ». Lesquelles ?

Peut-être celles du ministre du Travail Fontanet qui fait une « trouvaille » archaïque, « une formule de contrat de pré-embauche pour favoriser l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle ». Le Premier ministre a déjà dans une lettre à Huvelin, président du C.N.P.F., des buveurs de sang, en janvier 1971, proposé ce plat réchauffé « pour offrir des emplois à de nombreux jeunes et à des chômeurs ».

Rien que du vieux, du déjà vu. La classe ouvrière, quant à elle, sait que le chômage est la conséquence du capitalisme, que la lutte de classe est quotidienne.

La vieille société capitaliste, âgée de plus de 182 années, se trouve à son état de pourrissement le plus complet, et ce n'est pas les discours prononcés à tour de bras par la petite poignée de monopoles qui empêchera à la classe ouvrière de briser, de démolir la « machine d'Etat toute prête », de ne pas se borner à une simple prise de possession, suivant l'idée de Marx.

Les laquais des monopoles, révisionnistes et réformistes, peuvent encore tromper un moment une partie de la classe ouvrière, en prônant les « négociations », en pratiquant la collaboration de classe, ils seront sans cesse démasqués dans la pratique ; et, en fin de compte, ils seront balayés comme leurs maîtres capitalistes par la révolution prolétarienne.

Aux licenciements, ripostons par l'occupation des usines !
Organisons-nous en COMPTANT SUR NOS PROPRES FORCES !
Préparons la REVOLUTION PROLETARIENNE en parlant des besoins immédiats du prolétariat !

Luc DACIER.

PERRIER (Vergèze) :

A BAS LES ATTEINTES AU DROIT DE GREVE!

Nous avons reçu des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de la Source Perrier à Vergèze un tract d'une importance extrême puisqu'il appelle à l'unité totale de la classe ouvrière face à la répression patronale et à la fascisation... et nous savons que venant des syndicats de Vergèze, il ne s'agit pas là de paroles creuses (voir l'« Humanité-Rouge », fin 70).

Répétons-le, quelles que soient les divergences qui peuvent nous séparer quant à la dénonciation des bonzes confédéraux et de leur ligne de collaboration de classe, nous soutenons sans réserve tous ceux qui se battent effectivement sur de justes positions de classes, car ceux-là seuls font preuve d'idéologie révolutionnaire prolétarienne.

A bas les atteintes au droit de grève !

Que la classe ouvrière renforce son unité A LA BASE ET DANS L'ACTION pour faire échec à la fascisation !

En juin 1970, un mouvement de grève a paralysé les Sources d'Eaux Minérales du trust Perrier, telles Vergèze, Contrexéville, Montigny, Plancoët, ainsi que les filiales de Vichy et Saint-Yorre.

A la reprise du travail, la Direction met à pieds deux délégués C.G.T. à Contrexéville et demande au Comité d'Établissement de se prononcer sur leur licenciement.

Le Comité d'Établissement refuse. La Direction se tourne alors vers l'inspecteur du travail des Vosges qui refuse également.

La Direction, entêtée, dépose un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail qui confirme la décision de l'inspecteur du travail.

Saisi de l'affaire, le tribunal de Mirecourt condamne la Direction à réintégrer les deux délégués.

Un an après, celle-ci s'oppose toujours à cette réintégration.

Dans le même temps, cette même Direction demande la résolution judiciaire du contrat de travail de dix salariés à Vergèze, dont neuf délégués et représentants du personnel C.G.T. et C.F.D.T., en utilisant l'article 1184 du Code civil.

Violant délibérément le droit de grève pourtant inscrit dans la Constitution, le tribunal d'Instance de Nîmes vient de prononcer la résiliation du contrat de travail de cinq délégués C.G.T. et C.F.D.T. qui sont ainsi licenciés pour faits de grève.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Vergèze ont fait appel contre ce verdict scandaleux qui attaque franchement le droit de grève des travailleurs et la protection des délégués des entreprises.

Seul, cet appel surseoit à l'exécution du jugement et permet aux licenciés de continuer momentanément à travailler.

L'APPEL

EST FIXE AU 27 OCTOBRE 1971

D'autre part, la Direction a fait appel contre le maintien du contrat de travail prononcé pour les quatre autres délégués qui voient leur situation ainsi rendue incertaine. La Direction abandonne les poursuites contre la dixième personne (sans engagement syndical), prouvant par là-même son acharnement contre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Les faits de grève reprochés ne sont pas des déprédations, des insultes, des voies de faits... NON !

Ce que le tribunal reproche aux cinq délégués licenciés, c'est d'avoir pris leurs responsabilités pendant le mouvement de grève.

Ils sont licenciés en tant que délégués et représentants du personnel, et non en tant qu'ouvriers n'ayant pas exécuté leur contrat de travail.

Ce jugement est très grave pour le mouvement syndical tout entier, et c'est un pas de plus qui vient d'être franchi dans le processus de durcissement du régime.

Ainsi, par ce jugement, le tribunal d'Instance de Nîmes emboîte le pas à la tendance réactionnaire et fascisante du régime actuel.

Le tribunal de Nîmes vient de prendre une lourde responsabilité devant l'histoire du monde ouvrier.

Seul un bloc unanime de la masse ouvrière pourra faire reculer les adversaires de la démocratie et de la liberté.

Actuellement, le gouvernement et le patronat veulent avec l'aide de leur appareil d'Etat répressif, domestiquer les syndicats et intégrer de force les travailleurs dans cette nouvelle Société dont ils ne veulent pas.

En accord avec les Confédérations, les Fédérations, Unions départementales, Unions locales, des Initiatives ont déjà été prises sur le plan de la protestation.

Des réunions d'information ont eu lieu, mais nous pensons qu'à l'approche du 27 octobre, il faut encore davantage accentuer l'action à tous les niveaux pour faire échec à ce jugement inique.

LES OBJECTIFS IGNOBLES DU CAPITAL...

Depuis quelques mois, une odieuse campagne est orchestrée par l'Etat des monopoles à la radio, à la télévision, dans la presse pourrie ; elle vise à encourager les exploités à suigner une catégorie de travailleurs bien « oubliée » jusque là : les travailleurs handicapés. Dans sa déclaration du 16 septembre, Fontanet le ministre de l'exploitation et du chômage a annoncé l'étude d'une formule de « stage probatoire » pour les handicapés, formule qui permet aux handicapés d'être exploités dans une entreprise sans être juridiquement embauchés par elle.

En fait, ces travailleurs handicapés souvent à la suite des crimes du capital appelés « accidents du travail » seront probablement loués à très bas prix par des organismes « sociaux » de l'Etat monopoliste, soi-disant créés pour « réinsérer » les handicapés dans la vie sociale. C'est ce qu'a déclaré Fontanet lorsqu'il a dit : « L'idée est de voir s'il n'est pas possible d'adopter la formule des entreprises de travail temporaire et de placer en quelque sorte ces travailleurs, vis-à-vis de l'entreprise, dans la même position que les travailleurs des entreprises de travail temporaire. »

Et nous prolétaires révolutionnaires nous disons l'idée cynique et particulièrement honteuse de l'Etat du capital monopoliste c'est de vendre la force de travail des handicapés à un prix dérisoire et ceci :

— Pour tenter de diviser les travailleurs en mettant sur le marché des esclaves au rabais pour le capital, pour contraindre la classe ouvrière, dans une période où le chômage capitaliste se développe à grande vitesse, à vendre sa force de travail à un prix toujours plus bas pour pouvoir subsister.

— Pour exploiter encore mieux les travailleurs handicapés. N'oublions pas qu'à l'heure actuelle la surexploitation de ces travailleurs est déjà largement pratiquée.

— Enfin l'objectif de ces mesures c'est de fournir aux exploités une main-d'œuvre que les patrons espèrent docile et à leur merci.

A travail égal, salaire égal !

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

EVIAN (Haute-Savoie)

Le travail a repris à l'usine d'embouteillage des eaux d'Evian. Le grand patron Riboud a (momentanément !) cédé sur un point : les cadences, déjà infernales, ne seront pas aggravées pour les empileurs.

Par contre les menaces subsistent sur la garantie de l'emploi puisque la direction se contente d'affirmer « qu'il ne sera procédé à aucun mouvement d'effectifs sans en avoir discuté avec les syndicats ». On sait ce que cela veut dire ! De même, six jours seulement sur les 26 jours de lock-out seront payés aux ouvriers. C'est pourquoi le quart des grévistes a voté contre la « proposition » patronale, activement soutenue par les syndicats. Le travail reprend mais les ouvriers disent : « Nous avons compris que les pouvoirs publics et le patronat sont assés sur le même siège. On ne l'oubliera pas ! »

A bas les cadences infernales !
A bas le capitalisme exploitateur !

ETABLISSEMENTS GATY (Saint-Etienne)

Les 190 salariés en grève depuis 5 semaines pour refuser le licenciement d'un délégué CFDT ont repris le travail après avoir imposé sa réintégration et une majoration des salaires les plus bas dans l'entreprise.

FOSECO-FONDERY (Donchery-Ardenne)

La presque totalité des ouvriers est en grève depuis le mardi 14 pour obtenir une diminution du temps de travail.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AZOTE (Pierrefitte-Nestales, Hautes-Pyrénées)

Les salariés de la Compagnie ont commencé un mouvement de grève pour imposer leurs revendications.

SICOPEL (Bâtiment), La Garde, Var

Après trois jours de grève, les ouvriers ont arraché la revalorisation des primes et indemnités, une nouvelle grille minima, et le paiement intégral des trois jours de grève.

TRESORERIE GENERALE DE BOBIGNY (Seine-Saint-Denis)

Les employés se sont mis en grève pour exiger une amélioration des conditions de travail.

AGENCE NAVAS

Mouvement de grève déclenché par les employés du Service Correspondance-Reproduction pour une amélioration des salaires.

Pas de salaires à moins de 1 000 F !

Les "remous" dans la police : un piège fasciste

Ces derniers jours, la presse bourgeoise a fait beaucoup de bruit autour du conflit qui a opposé la police du capital monopoleur au gouvernement Chaban-Pompidou. Il n'est pas exagéré de dire que c'est la première fois que des revendications « syndicales » reçoivent un écho aussi favorable et unanime dans toute la presse, de *Paris-Jour* à *L'Humanité*, et un soutien exprimé dans des termes quasiment identiques par tous les partis bourgeois et petits-bourgeois :

« Les avantages non négligeables du budget 72 (2700 flics en plus, N.D.L.R.) restent insuffisants... » (*Huma-blanche*) ;

« ... ces hommes qui sont pour la plupart des gens simples, pénétrés de leur devoir, méritent une considération attentive... » (*L'Aurore*), etc.

En fait ces prises de positions ne nous étonnent guère. Nous les avons déjà dénoncées lors de la « Journée d'information de la police », au printemps. Les mêmes opinions réactionnaires avaient déjà alors été répandues. Dans quel but ?

Revenons d'abord sur les faits, sur les revendications de la police, et examinons-les de notre point de vue de classe, du point de vue révolutionnaire du prolétariat. Que veulent les policiers du capital ?

1° Être plus nombreux ;
2° Gagner plus ;
3° « Travailler » dans de meilleures conditions et disposer d'un matériel plus nombreux et meilleur.

En juin, les policiers avaient reçu des assurances du ministre de la répression Marcellin. Et de fait, à l'examen du budget de 1972 il est clair que leurs revendications, qui vont dans le sens de la fascisation voulue par les monopoles, ont été très largement satisfaites :

— c'est ainsi qu'un simple flic touchera, dès janvier 72, 1 895 F par mois, qu'un inspecteur aura une solde de 2 513 F, etc. et ceci compte non

tenu, bien sûr, des diverses primes (de nuit, de manifestations...). Officiellement, c'est globalement 76 % de plus qu'en 68 pour l'ensemble des policiers ;

— c'est ainsi également que 2 700 nouveaux flics participeront en 1972 aux opérations de répression contre-révolutionnaire ;

— c'est ainsi encore que 50 millions de francs, environ deux tiers de plus qu'en 1971, iront à la construction de casernes de C.R.S., d'écoles de police, de centres de police, etc.

Mais ce n'est suffisant ni au goût de Marcellin, ni à celui des dirigeants des syndicats de police. Monate, le secrétaire général du syndicat autonome de la police, a déclaré qu'il s'agissait là de demi-mesures (!)

Quant à nous, marxistes-léninistes, non seulement il ne sera jamais pour nous question de soutenir les revendications fascistes des policiers (car elles vont dans le sens d'une aggravation plus importante de la fascisation), mais encore nous combattons et nous appelons à dénoncer le nouveau pas dans la fascisation que marque le budget 72 de la police.

En effet, ces mesures sont destinées à renforcer largement l'appareil répressif de la bourgeoisie monopoliste parce que — augmenter les effectifs de police, c'est augmenter le nombre de bandes armées chargées de maintenir l'ordre chancelant du capital face à la montée du mouvement révolutionnaire des masses ;

parce que — augmenter les salaires des flics, c'est augmenter la solde des mercenaires qu'ils sont pour accomplir leur sale boulot contre la classe ouvrière et le peuple révolutionnaire ;

parce que — augmenter le matériel et l'améliorer cela veut dire des armes plus modernes, des protections meilleures, une formation militaire plus poussée... pour accomplir plus « efficacement » les basses œuvres du capital.

UNE CAMPAGNE DÉMAGOGIQUE

Sur ces revendications archi-réactionnaires, une campagne a été lancée à grands renforts de déclarations « anti-gouvernementales » par les syndicats de policiers.

Est-ce à dire que c'est une cam-

pagne anti-capitaliste ? Seuls ceux qui ont sombré dans le crétinisme le plus abject peuvent le prétendre. Car le fond véritable de cette campagne est DÉMAGOGIQUE. Démagogique, parce qu'elle vise à regrouper l'opi-

nion publique autour de la police garante de l'ordre républicain bourgeois tout en isolant un gouvernement largement discrédité et vomé.

En effet, l'élément dominant et leitmotiv de cette campagne c'est « les policiers sont des travailleurs comme

les autres », « les policiers ne veulent pas être l'instrument d'intérêts politiques », « les policiers sont mal utilisés »...

Tout cela n'est qu'une vaste mystification !
Henri JOUR



Réprimer les masses populaires : un sale boulot de plus en plus dangereux...

QUELLE PÈGRE ?

Un des thèmes favoris des réformistes de tous poils, c'est de clamer à tue-tête avec une feinte naïveté que la police devrait être utilisée uniquement dans la répression de la criminalité et non à des fins politiques (répression de manifestations, évacuations d'usines occupées, ratissages...). C'est par exemple l'idée couramment répandue par les traîtres qui dirigent le P.C. » F. Ceux-là mêmes qui reprochent au gouvernement son libéralisme à l'égard des « gauchistes ».

Mais peut-être entendent-ils par là la lutte contre la délinquance ? Dans ce cas-là, ils ont dû être en accord complet avec Foucher qui déclarait le 3 mai 1968 que les courageux étudiants révolutionnaires n'étaient que des voyous, la pègre... Et sans doute aussi, suivant cette logique, les ouvriers en lutte qui occupent leur

usine, séquestrent les P.D.G., se battent contre les flics venus les expulser, sont-ils des voyous... En réalité, cette démarche bourgeoise est significative, elle vise à masquer le rôle de la police en système capitaliste, à camoufler que son rôle ne peut être qu'essentiellement la répression contre-révolutionnaire. Ce n'est pas pour rien que les chiffres parlent : jamais la criminalité, mal inhérent au capitalisme, n'a été aussi forte depuis 1968 alors que jamais les effectifs policiers n'ont été si rapidement augmentés.

C'est pourquoi tenter de mystifier les travailleurs, instruits par leur propre expérience, que la police de capital pourrait être autre chose qu'une force de répression des exploités c'est un méfait digne des plus sanglants traîtres de l'Histoire.

DES CHIENS HAÏS PAR LE PEUPLE

Un autre argument démagogique et de caractère fasciste également, car il vise à créer une base de masse à la fascisation, c'est celui des « soi-disant fils du peuple ». En d'autres termes comme l'écrit *Paris-Jour* : « ...Les policiers sont des gens simples, issus de familles ouvrières ou paysannes... » Cet argument n'est pas sans rappeler celui que les trotskystes développèrent lors de la « deuxième guerre mondiale » selon lequel les soldats nazis étaient des ouvriers en uniformes, et qui engageait à pratiquer l'entrisme chez les S.S. Effectivement, de nombreux nazis furent recrutés parmi les innombrables chômeurs de l'Allemagne des années 30 marquées par la gigantesque crise capitaliste.

Et aujourd'hui aussi, il est vrai, que nombre de flics ou de C.R.S. sont recrutés parmi les chômeurs, en particulier les fils de petits paysans ruinés. Mais ce que nous ne devons pas oublier, c'est que en entrant dans la police ils apprennent vite, s'ils ne le savaient déjà, que leur boulot ce sera de matraquer le peuple opprimé pour de l'argent.

C'est pourquoi les flics et autres C.R.S. n'ont nullement droit au beau nom de « fils du peuple » mais ne

méritent que celui de « chiens de garde du capital haïs du peuple ».

Et que l'on ne vienne pas nous dire que les policiers sont de plus en plus opposés à leur sale besogne. Une chose est sûre, c'est vrai, le métier de flic est et sera de plus en plus dangereux. Que les policiers aient peur, cela se comprend et c'est une bonne chose.

Dans leur cas, la peur peut être bonne conseillère. De nombreux flics ont démissionné en 1936 et en 1968, voilà une bonne attitude.

Que leurs enfants et leurs femmes n'osent pas dire qu'ils sont fils ou épouses de flics et qu'eux-mêmes en aient honte, cela aussi se comprend. Nous ne les plaindrons pas et nous ne les approuverons que s'ils quittent la police, car c'est la seule voie pour leur salut.

Tout autre position de notre part n'aurait rien de révolutionnaire et ne pourrait aboutir qu'à prendre parti dans la guerre des gangs que se livrent les clans de la bourgeoisie monopoliste, en particulier sur des questions de tactique politique face à l'esprit révolutionnaire impétueux des masses. Nous n'avons qu'un parti, celui du prolétariat révolutionnaire.

Henri JOUR



Que les flics du Capital n'espèrent pas s'en tirer par un renforcement de la fascisation !

EN RÉGIME CAPITALISTE

«L'impôt saigne le malheureux!»

Le gouvernement a rendu public le budget de 1972, et comme cela est normal pour un gouvernement de banquiers, ce budget est conçu pour enrichir les exploités sur le dos des travailleurs.

Cela est particulièrement net en ce qui concerne les impôts sur le revenu de 1972.

En effet, alors que les impôts des plus bas revenus imposables vont augmenter de 15 à 30 %, ceux des plus hauts revenus vont au contraire diminuer. Autrement dit : ceux qui sont les plus exploités sont ceux qui vont devoir payer le plus ! Ajoutons-y que non seulement ils devront payer plus mais ils devront payer plus vite au risque de voir leurs impôts majorés.

Et pourquoi cela ? Pour « accroître les investissements et assurer l'expansion. » c'est-à-dire : donner aux monopoles l'argent volé aux travailleurs pour qu'ils puissent arrondir encore plus leurs profits. En particulier, cet argent servira pour passer des commandes fort rentables aux monopoles des Télécommunications, des Travaux publics et de l'Armement. Il servira également aux monopoles pour qu'ils modernisent à fort bon compte leur matériel.

On comprend sans mal que le porte-parole officiel des exploités, Huvelin, ait qualifié le budget en parlant de « sages dispositions ».

De même, il n'est pas nécessaire de sortir de Saint-Cyr pour comprendre ce que le banquier Pompidou veut dire lorsqu'il déclare à propos du budget : « Au courage et à la résolution du gouvernement doivent correspondre le courage et la résolution de tous les Français. »

Le système capitaliste repose sur l'exploitation des travailleurs par une poignée de parasites; l'impôt est un aspect de cette exploitation.

IMPOTS ET « INTERET COMMUN »

Dès l'école, la propagande bourgeoise veut faire croire aux travailleurs que payer des impôts est le devoir de « tout bon citoyen » envers la « société ». Ce ne sont là que mensonges visant à camoufler l'exploitation des travailleurs sous le terme d'« intérêt général ». Dans la société de classe, il n'existe que des intérêts de classe et l'Etat des monopoles fait payer des impôts aux travailleurs dans l'intérêt des monopoles, afin de leur faire récupérer une partie de ce qu'ils ont dû céder aux travailleurs.

LES IMPOTS : LE VOL DES TRAVAILLEURS

Comme les impôts de 1972 le démontrent avec éclat, l'impôt sur le revenu est d'abord un scandale parce qu'il frappe les travailleurs et non les exploités. C'est ainsi que les détenteurs d'actions ne paient pas d'impôts sur les revenus qu'ils en tirent. L'impôt sur la fortune ne représente que 6 % du total.

L'impôt sur le revenu est encore scandaleux parce que l'argent soutiré par l'Etat est versé aux exploités pour renforcer leur oppression.

Il est particulièrement révoltant du fait que les travailleurs doivent se battre pour obtenir des augmentations de salaires que leur représentent les impôts. L'impôt sur le revenu est un scandale par sa nature même. Les travailleurs produisent la totalité des richesses dont ils ne tou-

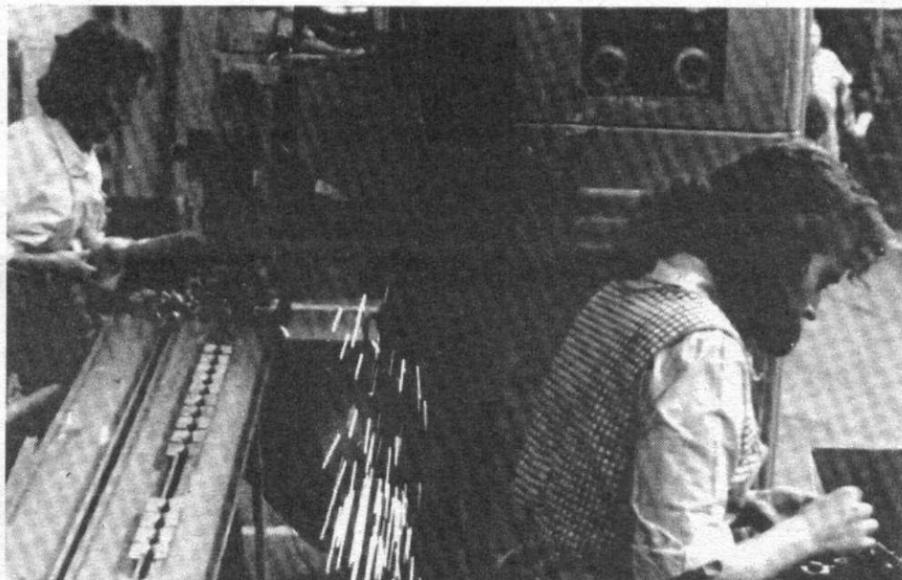
chent qu'une infime partie sous forme de salaire que les impôts viennent encore diminuer. Et ce qui est vrai de l'impôt sur le revenu l'est également pour les impôts indirects qui sont payés presque exclusivement par les travailleurs.

L'impôt est en lui-même un vol au profit du capital.

LA JUSTICE FISCALE ?

Certains réclament la « justice fiscale », « une fiscalité démocratique ». Mais qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Prendre l'argent où il est, c'est-à-dire chez les capitalistes ? Ce n'est là qu'une utopie, un rêve mensonger de réformistes. Le capitalisme repose sur l'exploitation des travailleurs, l'Etat qui prélève les impôts est entre les mains et au service des monopoles dont la loi est le renforcement continu de l'exploitation.

Et on voudrait nous faire croire qu'ils pourraient accepter de payer les impôts à la place des travailleurs, de cesser de les voler ! sans que l'Etat à leur service n'ait été détruit.



Sur le maigre salaire que touchent ces ouvrières (O.S. chez Renault), l'Etat des monopoles prendra encore un peu plus par l'impôt sur le revenu, de quoi augmenter ses profits.

Il ne peut y avoir de justice fiscale en régime capitaliste. Seul le socialisme, la dictature du prolétariat, en expropriant les capitalistes et en brisant leur résistance, peut mettre fin à l'injustice des impôts.

**A BAS LA HAUSSE DES IMPOTS !
VIVE LA DICTATURE
DU PROLETARIAT !
A BAS L'ETAT DES MONOPOLES !**
Louis LARUE

PAS D'IMPOT SUR LE REVENU EN CHINE

(Extrait d'un article de « Pékin Information » n° 26.)

Dans une société dominée par les classes exploiteuses, le prélèvement d'impôts est un moyen auquel celles-ci recourent pour pressurer le peuple travailleur. En pays capitaliste, il constitue la principale source des revenus de l'Etat ; or, les taxes et les impôts retombent sans exception sur le peuple travailleur, ce qui entraîne inévitablement sa paupérisation.

Dans les pays socialistes où s'exerce la dictature du prolétariat, le pouvoir est aux mains des travailleurs. Les revenus de l'Etat proviennent essentiellement du développement de la production socialiste. Loin d'affecter le revenu des travailleurs, les impôts prélevés servent au développement de l'économie et de la culture socialistes ; ils contribuent donc au bien-être des masses travailleuses et à la consolidation de la dictature du prolétariat.

Outre les entreprises d'Etat qui remettent à l'Etat leur fonds d'accumulation à titre d'impôt, les équipes de production — unités de base ayant leur propre comptabilité dans les communes populaires — versent à l'Etat un impôt agricole. Depuis bien des années, la Chine applique une politique qui stipule que l'impôt agricole n'augmente pas avec l'accroissement de la production. Il peut même être réduit ou supprimé en cas d'une baisse de la production due à des calamités naturelles. Durant le deuxième plan quinquennal, l'Etat l'a réduit dans de larges proportions en vue de promouvoir la production, de consolider l'économie collective et d'élever le niveau de vie des paysans. Bien qu'il y ait eu en Chine de bonnes récoltes neuf années de suite, le taux de l'impôt agricole, au lieu d'augmenter, a diminué d'un tiers comparativement à la période qui a suivi la Libération. En conséquence, la part que représente l'impôt agricole dans la production agricole totale, de 12 % en 1953, a été ramenée à 6 %.

Une particularité frappante de notre fiscalité est qu'aucun impôt sur le revenu n'a jamais été perçu depuis la Libération. Les travailleurs, dans les villes comme à la campagne, ne

paient pas d'impôts sur leur salaire ou autres revenus provenant du travail. La plupart de nos jeunes n'imaginent même pas qu'on puisse être forcé de payer un « impôt sur le revenu ». Ils seraient surpris d'apprendre que dans nombre de pays, les travailleurs doivent encore payer un impôt sur leur salaire.

Il en était tout autrement avant la Libération, sous le règne du Kuomintang. Selon les statistiques publiées dans la presse de l'époque, il existait 1756 sortes de taxes écrasantes et d'impôts variés dans les régions sous sa domination. L'impôt sur le revenu était perçu sur le salaire, sur les intérêts des valeurs et des dépôts bancaires, sur le loyer et la vente des propriétés, sur les bénéfices des entreprises, sur les bénéfices occasionnels, sur les surprofits... Les lois fiscales stipulaient que les ouvriers dont le salaire mensuel dépassait 30 yuans de la monnaie du Kuomintang étaient imposables. Ces travailleurs devaient alors prélever une part de leur maigre salaire, avec lequel ils avaient déjà tant de peine à faire vivre leur famille, pour payer l'impôt. L'inflation galopante, la hausse des prix, plus les taxes et impôts exorbitants imposés par les réactionnaires du Kuomintang, rendirent la vie impossible aux travailleurs qui souffraient de la faim et du froid.

Après la fondation de la Chine nouvelle, avec le changement de la nature du pouvoir, la nature du système fiscal, lui aussi, a fondamentalement changé. Suivant la directive du président Mao : « alléger les charges [du peuple] », nous avons aboli tout d'abord les innombrables taxes imposées par les réactionnaires du Kuomintang, en particulier l'impôt sur le revenu, et établi un nouveau

système fiscal, unifié à l'échelle nationale. Les ouvriers et les employés disposent librement et entièrement de leurs salaires, et les membres des communes populaires des revenus provenant de leur travail et d'autres occupations. Même les écrivains et les acteurs dont le salaire est relativement élevé ne font pas exception. C'est là une chose inconcevable pour ceux qui vivent dans les pays capitalistes.

D'après les chiffres publiés par le gouvernement américain, le montant des recettes fiscales aux Etats-Unis a atteint en 1970 la somme de 190 milliards de dollars U.S., dont la moitié, soit plus de 90 milliards provient de l'impôt sur le revenu. Les ouvriers de l'industrie à revenus moyens doivent non seulement verser au gouvernement fédéral de 10 à 16 % de leur salaire en tant qu'impôt sur le revenu, mais aussi le payer au gouvernement de l'Etat et au gouvernement local. Cet impôt ajouté aux autres taxes font que leur fardeau fiscal équivaut à un tiers de leur salaire. Accablés en tant que contribuables par le gouvernement, les travailleurs américains mènent une vie toujours plus difficile...

Le progrès de l'édification socialiste, le développement de la production industrielle et agricole dans notre pays ouvrent des perspectives toujours meilleures pour l'accroissement des recettes fiscales. A la lumière de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao et des principes et mesures politiques qu'il a définis, notre travail financier et économique, de même que les autres secteurs d'activité, contribuera à transformer la Chine en un grand pays socialiste doté d'une agriculture, d'une industrie, d'une science, d'une culture et d'une défense nationale modernes.

LISEZ PEKIN-INFORMATION
HEBDOMADAIRE THEORIQUE ET POLITIQUE
L'exemplaire : 0,35 F
ABONNEMENTS : 1 an, 14 F — 2 ans, 21 F — 3 ans, 28 F
Spécimen gratuit sur demande
En vente à la librairie LE PHENIX, 72 boulevard de Sébastopol, Paris-3^e ou par notre intermédiaire.

A bas l'école du capital!

LA GREVE DES ENSEIGNANTS POUR QUOI?

A l'occasion de la grève des enseignants du secondaire contre l'aggravation de leurs conditions de travail et contre quinze jours de travail supplémentaires non payés (réduction des vacances scolaires), les C.D.F. ont distribué à Paris plus de 5 000 tracts invitant les parents à s'opposer à cette grève. Cette propagande s'inscrit dans le cadre d'une campagne de dénigrement systématique du corps enseignant. Et cela en particulier parce que les milieux universitaires, l'intelligentsia est particulièrement sensible aux contradictions de la société capitaliste.

Par ailleurs, une telle campagne, orchestrée par les monopoles, a un écho démagogique dans la mesure où les enseignants constituent dans leur ensemble une catégorie largement privilégiée et cela au nom de leurs diplômes bourgeois, de leurs connaissances livresques, au nom du rôle qui leur est dévolu : former des esclaves dociles et répandre la conception bourgeoise du monde.

Quant à nous, nous ne soutenons pas les revendications des enseignants qui vont dans un sens contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Nous nous opposons résolument à toute revendication visant à accroître leurs privilèges nécessairement acquis au détriment de la classe ouvrière, la classe qui produit toutes les richesses. Par ailleurs, nous pensons que dans les conditions de la dictature du prolétariat, les enseignants auront besoin d'une sérieuse rééducation pour acquiescer et contribuer à inculquer la conception prolétarienne du monde, sous la direction du prolétariat et de son parti.

Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, lorsque dans leur statut, dans leurs conditions de travail les enseignants sont attaqués par les monopoles capitalistes, ce ne sera jamais au profit des classes laborieuses. C'est pourquoi nous les soutenons dans leur lutte.

Réponse d'un ouvrier à l'exclusion de sa fille

On parle des lycées, des collèges d'enseignement technique, mais il ne faut pas oublier ceux (et ils sont nombreux) qui n'ont même pas la possibilité de rentrer dans un C.E.T., car il n'y a pas assez de place. Oui, il y a des enfants qui ne peuvent même pas « apprendre un métier ». Pour ceux-là, on a créé des classes appelées pratiques où ils mijotent jusqu'à 16 ans, et après, pour la plupart, ils sont chômeurs, ou s'ils trouvent une place ils gagnent à peine de quoi vivre.

Nous publions ci-dessous une lettre d'un ouvrier révolutionnaire adressée à la directrice d'un collège technique, après l'exclusion arbitraire de sa fille, employée aujourd'hui comme brocheuse à 3,80 F de l'heure.

Paris, le 5 septembre 1970.

Madame,

Sur le formulaire classique que vous m'avez fait parvenir en fin d'année scolaire, c'est-à-dire daté du 1^{er} juin et posté le 23 juin, vous m'avez sans explication de votre part que ma fille ne sera pas reprise dans l'établissement que vous dirigez provisoirement.

J'ai constaté personnellement que les résultats des deux semestres n'étaient pas identiques et que le der-

nier semestre avait subi une légère amélioration.

La méthode par laquelle vous agissez paraît très unilatérale.

Faut-il penser que les élèves n'ont pas le droit à la parole, par plus d'ailleurs que les parents. Et, ici c'est très simplement une constatation.

Les méthodes que vous employez paraissent relever de la société féodale et sont en tant que telles très individualistes.

Ne pensez-vous pas que le corps enseignant dans son ensemble aurait besoin d'une certaine rééducation et notamment de faire des stages annuels dans le prolétariat afin de mieux connaître les conditions de vie, d'existence et d'exploitation de la classe ouvrière.

Je pense que le corps enseignant en grande partie est principalement imprégné de l'idéologie bourgeoise et ne peut que rester en arrière de l'émancipation de la classe ouvrière par l'emploi de telles méthodes.

Mon temps étant très précieux, en tant que prolétaire, j'ose espérer, Madame, que vous aurez l'amabilité de m'apporter quelques éclaircissements sur le renvoi de ma fille.

Veillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

LE COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : L'APPRENTISSAGE DE L'ESCLAVAGE

En France, il existe des établissements qui devraient permettre d'apprendre un métier à des élèves qui sont, en majorité, fils d'ouvriers. On les appelle collèges d'enseignement technique.

Dans ces C.E.T., on reçoit deux genres d'enseignements (théorique, pratique).

La pratique a lieu dans les ateliers (22 h par semaine).

a) Les normes de sécurité ne sont jamais respectées : les tours espacés au maximum de 0,80 m ; les fils électriques pendants ; les machines vieilles de 10 à 20 ans ne sont bien souvent plus en état de marche.

b) La répression est très importante. (Un élève qui au bout de trois

heures est fatigué n'a même pas le droit de se reposer, serait-ce cinq minutes).

La théorie (maths, français), c'est l'apprentissage de la soumission et du respect vis-à-vis du patron et du chef.

Dans les livres de législation du travail on peut lire :

L'apprenti doit obéissance et respect à l'employeur.

On dira que ces trois ans de bourrage de crâne donneront un C.A.P. Le C.A.P. ne servira pas car il n'y aura pas de travail dans la spécialité choisie ou bien à 6 F de l'heure.

Voilà ce qu'est un C.E.T. en France. A bas les C.E.T., antichambres de l'exploitation !

(Un élève de C.E.T.)

LETTRE D'UNE INSTITUTRICE

C'est comme tous les ans, ou plutôt c'est de pire en pire ! Chaque année la rentrée scolaire, c'est un scandale.

Pourquoi un scandale ? D'abord il saute aux yeux qu'elle est mal organisée. L'enseignement n'est pas un secteur qui rapporte ! le gouvernement trouve que ça lui coûte trop cher !

De 3 à 18 ans, voici dans quelles conditions les enfants « s'instruisent ». Chacun de nous en a un et souvent plusieurs exemples, autour de lui, dans sa propre famille.

Les classes sont surchargées. Ça va de 30 à 40 et même 45 élèves par classe. On supprime même des classes dans certains cas. En primaire, par exemple, pour créer une nouvelle classe il faut attendre d'avoir 40 à 45 élèves pour que la classe soit dédoublée.

Les remplacements d'instituteurs malades ne sont pas assurés (dans mon école, il faut quinze jours de maladie pour être remplacé). Pendant quinze jours les parents se débrouillent pour faire garder leurs gosses, le reste est distribué dans les classes. Quand on revient, il faut rattraper un gros retard !

Il n'y a pas de matériel dans les classes, il n'y a pas d'équipement. Les classes pratiques sont célèbres pour cela, les garçons de 14, 15 ans y passent deux ans à ne rien faire, malgré la bonne volonté de leurs professeurs. Peut-on faire de l'atelier si on n'a ni salle, ni outil ? non, bien sûr.

Quant aux instituteurs et professeurs, on leur demande de se recycler. Mais se recycler comment ? tout seul dans son coin, car il n'y a là non plus rien d'organisé pour que leur enseignement soit plus vivant, plus près de la vie. D'ailleurs, quand on parle de recyclage... une bonne partie de ces professeurs et instituteurs n'ont aucune formation pédagogique. On a son bac ou son année de faculté et on va enseigner. C'est tout simple, n'est-ce pas ? Souvent, on a même pas idée de ce qu'est un enfant ! Alors on suit les cours obligatoires un jeudi par mois !

Le fond des choses, il faut bien le dire, c'est que l'enseignement dans notre France, aux mains des capitalistes, l'enseignement n'est pas au service du peuple !

Derrière toute la désorganisation, c'est cela qui se cache. Les capitalistes envoient les enfants à l'école, parce qu'ils ont besoin d'adultes qui sachent lire et compter et qui aient quelques connaissances en techni-

ques. Mais l'école n'a pas pour but de donner une juste conception du monde, socialiste et prolétarienne. Mais pour la grande masse des enfants de travailleurs, ça n'est pas dans les programmes. C'est même dangereux ! C'est pourquoi le principal défaut de notre école c'est d'empiler des connaissances, d'empiler des idées bourgeoises acquises une fois pour toutes.

Des exemples : l'Histoire, c'est l'histoire de quelques héros qui vont de Vercingétorix à de Gaulle. Mais le rôle du peuple on ne le voit pas, on ne l'enseigne pas (la Commune, le rôle des F.T.P., le rôle de l'U.R.S.S. de Staline, ça ne s'apprend pas avant la seconde et encore c'est escamoté, déformé).

L'éducation politique il n'y en a pas. Il est interdit de parler de ces choses aux enfants !

Des exemples : à la maternelle des histoires de fées, des sports d'hiver, des Concorde, des revues de mode !

En primaire : la moralité des lectures, il ne faut pas chercher à s'élever (c'est la morale du bœuf et de la grenouille !). Mais si on est un bon lèche-botte on peut arriver à être patron ! On doit lire du de Gaulle en classe, mais pas parler de Mao Tsé tung ! On étudie les métiers sur le plan de la technique, mais on ne parle pas de la condition de l'ouvrier. Et ça se poursuit plus tard avec l'étude des auteurs français bourgeois. Mais à ce stade là, il devient plus facile pour un professeur de présenter ses positions (même si les échelons au-dessus vous menacent).

Enfin, il n'est donné aucun enseignement culturel aux enfants. Pas de dessin (on n'est pas formé pour ça), pas de musique (pareil), pas d'exercices physiques (1/2 h de gymnastique par semaine en primaire !).

Voilà tout ce qui ne va pas dans l'enseignement. C'est le désordre sur le plan organisation et les idées bourgeoises sur le plan idéologique. Face à cela, les instituteurs et les professeurs doivent lutter.

Mais il y a une chose qui reste, nous n'obtiendrons jamais un bon enseignement sous le régime capitaliste. Nous le voyons, jamais nous n'obtiendrons d'éduquer véritablement les enfants. Pour cela, il faut changer la société.

A BAS L'ENSEIGNEMENT BOURGEOIS !

VIVE LE SOCIALISME !

Une institutrice.

LE LYCÉE... POUR FAÇONNER DES BOURGEOIS

Enseignement de classe : Dans une classe de 30 élèves il y a 5 ou 6 file d'ouvriers grand maximum ; le reste est composé de fils de la petite bourgeoisie, et de commerçants. L'enseignement est destiné à former les futurs « cadres de la Nation » c'est-à-dire ceux qui seront chargés d'exploiter le prolétariat.

Contenu de classe : Tout est basé sur l'enseignement des valeurs bourgeoises (individualisme, ambition, arrivisme, valeur personnelle, mépris et ignorance du travail manuel). On s'étend sur la révolution bourgeoise de 1789, on cite à peine la Commune de 1871 première expérience de dictature du Prolétariat.

Répression : Tous les moyens sont uti-

lisés contre les militants révolutionnaires et progressistes. Exemple : chantage, appel à la répression familiale, exclusion pour des prétextes fantaisistes (« claustrophobie » pour un militant révolutionnaire).

Coût de l'enseignement : coût élevé du matériel scolaire (pour un élève de 4^e : 400 F).

Changement presque annuel des livres. Pas question pour les familles de reprendre les livres d'un enfant à l'autre. On considère mieux ceux qui ont tout de suite un matériel neuf et complet.

Élévation continue des frais de cantine.

Des lycéens



AFFICHEZ H. R.



LE P. "C." F. AGENT DE PUBLICITÉ

« Seule, l'Huma est libre, d'une indépendance absolue, propre, sans tache. Ses ressources sont claires, pures. Elles viennent du peuple. » (Marcel Cachin : Discours prononcé à la fête de l'Humanité le 4 septembre 1949.)

La lecture de la presse révisionniste ainsi que la récente « grande première commerciale de la rentrée » qu'est la foire de l'Huma blanche amènent de plus en plus de travailleurs à se questionner : Comment se peut-il qu'un parti qui a la prétention d'être communiste fasse une telle propagande pour des firmes capitalistes ?

LA REPONSE DES DIRIGEANTS REVISIONNISTES

Ils tentent de se justifier en parlant du principe énoncé par Lénine qu'en régime capitaliste la liberté de la presse n'est qu'un mot creux, la bourgeoisie détenant seule les moyens d'exercer cette liberté. Puis ils déclarent que pour sortir un journal il faut beaucoup d'argent et qu'ils sont obligés de recourir à la publicité. Ils disent encore que les firmes capitalistes font passer leurs publicités dans leur presse car celle-ci touche de nombreux travailleurs. Chacun y trouve ainsi son compte comme le prouve la place de plus en plus importante de la publicité dans la presse révisionniste ainsi que le nombre d'exposants à la foire de l'Huma blanche (220 cette année au lieu de 150 l'année dernière).

Comme nous allons le voir, le recours que font les dirigeants révisionnistes à la publicité capitaliste est un aspect significatif de leur trahison. Puisque ces messieurs osent mêler le grand nom de Lénine à leurs tractations commerciales, voyons ce qu'il disait sur la question : « Jetez les yeux sur le Rousskoïé Slovo, le Novoié Vrémia, la Birjovka, la Retch, etc., et vous y verrez une foule d'annonces privées qui rapportent des sommes énormes, consti-

tuent même le plus clair des revenus des capitalistes éditeurs de ces journaux. C'est ainsi que la totalité des journaux bourgeois du monde entier font leurs affaires, qu'ils s'enrichissent, qu'ils vendent du poison à l'usage du peuple. » (Rabotchi Pout n° 11, du 28- septembre 1917.)

LES DENIERS DE JUDAS

A partir du moment où les dirigeants révisionnistes déclarent eux-mêmes ne pas pouvoir se passer de l'argent fourni par les capitalistes, il est bien évident qu'ils ne sont pas indépendants de ces capitalistes et qu'ils doivent céder aux exigences politiques de ceux-ci. Comment défendre les travailleurs si on vit de l'argent de leurs exploiters ? Réfléchissez à ceci, camarades ouvriers membres du P. « C. » F. ou influencés par lui.

L'INTEGRATION DANS LE SYSTEME CAPITALISTE

En recourant à la publicité, les dirigeants révisionnistes montrent qu'ils sont intégrés dans le système capitaliste, qu'ils prennent position dans la concurrence économique que se livrent les capitalistes. Ils appellent à acheter à tel exploitateur plutôt qu'à tel autre. Ils aident les capitalistes à régler leurs problèmes de débouchés en ayant recours au mensonge : « Tout est moins cher chez untel ou untel. » Ils prennent part à « la bataille livrée dans le domaine de la publicité ».

ILS TRAHISSENT LA CONFIANCE DES TRAVAILLEURS

L'Huma blanche du 15 septembre 1971 déclare : « La foule de visiteurs... fait confiance, dans le cadre de cette énorme manifestation, aux exposants qui n'en boudent pas la nature connue, au cours de l'année, ses choix iront de préférence aux marques qui donnent aussi leur publicité à l'Humanité. »

Cela s'appelle mépriser les travail-

leurs, les tromper ignoblement. C'est utiliser la confiance que peuvent avoir encore les travailleurs pour enrichir des exploiters. C'est l'utiliser à leur profit.

ILS AIDENT A RENFORCER LES PROFITS DU CAPITAL

« Les milliards d'anciens francs de chiffres d'affaires réalisés par les annonceurs qui soldent l'opération sont, en effet, probants de sa rentabilité. » Voilà ce qu'ils osent écrire dans l'Huma blanche du 15 septembre 1971 et ils se vantent qu'en 48 heures à la foire du révisionnisme les capitalistes gagnent autant qu'en 15 jours de Foire de Paris.

Et on sait bien que les profits ainsi réalisés ne sont pas utilisés pour des buts philanthropiques mais pour renforcer la dictature du capital. Cette attitude des dirigeants révisionnistes sur la question de la publicité est une des conséquences de leur ligne générale de trahison des intérêts du prolétariat, de collaboration de classe. Elle n'est qu'un aspect de leur abandon de tous les principes marxistes-léninistes.

Voilà camarades ouvriers où en est ce parti qui se dit communiste ! Comparez avec notre Humanité Rouge qui, elle, n'est pas seulement en paroles le journal de la classe ouvrière. Elle ne se vend pas au capital. Elle ne vit et ne vivra que du soutien financier de la classe ouvrière et des masses laborieuses, de francs un à un chèrement gagnés. Elle ne vit pas de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Elle s'appuie sur les enseignements de Lénine qui disait : « Supposons que cent ouvriers des ateliers d'une fabrique versent chacun un kopeck de leur paie pour le journal ouvrier. Cela fera en tout deux roubles par mois. Supposons par ailleurs que dix ouvriers bien payés s'étant rencontrés par hasard ont réuni d'un coup dix roubles.

» Les premiers deux roubles sont

plus précieux que ces dix roubles. » (Pravda n° 78, 79, 80 et 81.)

Alors, camarades, renforçons avec enthousiasme le combat pour le soutien financier de l'Humanité Rouge, partout où sont les travailleurs, partout où ils combattent.

A BAS LE REVISIONNISME !
VIVE LE JOURNAL
DES EXPLOITES !
VIVE L'HUMANITE ROUGE !

LES NOUVEAUX "KRUPP" A LA FOIRE DE L'HUMA BLANCHE

Jean Chesneaux, professeur à la Sorbonne, a écrit :

« Ce n'est pas sans un certain étonnement que l'on apprend (« Le Monde », 11 septembre) la présence de la firme Honeywell-Bull à la Fête de l'« Humanité ».

Honeywell, depuis sa fusion avec Bull, peut avoir sa place dans une « cité informatique ». Mais ses hôtes ignorerait-ils que Honeywell, fabricant des tristements célèbres « bombes à billes », est directement responsable de la mort de milliers de femmes et d'enfants vietnamiens sans défense ? Pour l'opinion mondiale, notamment vietnamienne et américaine, Honeywell est un criminel de guerre, directement concerné par le jugement du tribunal Russel (Stockholm) sur le génocide américain au Vietnam.

Le stand d'Honeywell distribuera-t-il aux amis du P.C.F. et de l'« Humanité », comme gadget-souvenir, des bombes-miniatures en plastic ? »

Cette lettre avait été transmise au journal « Le Monde », qui ne l'a pas publiée.

(D'après l'agence de presse « Libération »).

SECOURS ROUGE PROLETARIEN - SOLIDARITE INTERNATIONALE - SECOURS ROUGE PROLETARIEN - SOLIDARITE INTERNATIONALE - SECOURS ROUGE PROLETARIEN

MARRAKECH :

LIBERTÉ POUR LE PEUPLE !

Cinq condamnations à mort à Marrakech, six à la prison à perpétuité et de multiples condamnations à des peines de prison ferme. Une nouvelle fois, le bourreau Hassan a exigé des têtes pour tenter de faire plier le fier peuple marocain, mais en vain. Il n'y parviendra pas et sera inéluctablement balayé, avec sa clique de grands féodaux et de grands bourgeois vendus à l'impérialisme, par les masses populaires unies, dressées contre son régime de misère et de terreur.

Déjà, valet obéissant servilement à ses maîtres de Washington, il avait essayé de mettre le peuple à genoux en chargeant le sinistre Oufkir de l'assassinat de Mehdi Ben Barka, symbole de la lutte implacable contre sa tyrannie. Vaine tentative : Mehdi Ben Barka est toujours vivant dans le cœur de la classe ouvrière et des masses paysannes marocaines et son exemple illumine le chemin de leurs luttes qui se renforcent, comme les puissantes grèves des mineurs, au début de l'année, l'ont démontré.

Alors, paniqué, le bourreau Hassan a tenté une nouvelle fois de faire taire la grande voix des exploités dont le

grondement le terrorise. L'Union Nationale des Forces Populaires, le parti de Ben Barka, s'est vu accuser d'un prétendu complot qui a permis de traîner — sans la moindre preuve — cent quatre-vingt-troize de ses membres et dirigeants devant les tribunaux dont le procureur avait requis quarante-huit peines de mort et cent-vingt et une réclusions à perpétuité. Craignant la colère des peuples du monde, les bourreaux marocains ont rendu un verdict moins atroce mais il faut toute la trahison des principes révolutionnaires par le P. « C. » F. pour y déceler une « possibilité d'ouverture à l'opposition », comme le fait « l'Humanité » du 18-9-1971 ! Le crime est bien le même. Quatre membres de l'U.N.F.P. qui continuent clandestinement la lutte, protégés par les masses marocaines, sont condamnés à mort par coutume. Mohammed Ajar, militant syndicaliste, héros de la résistance marocaine au colonialisme français, également condamné à mort, est entre les mains de ses bourreaux auxquels il a été livré par Franco, l'assassin du peuple espagnol. Cent quarante autres militants révolution-

naires sont promis aux prisons marocaines.

Comme tous les peuples du monde dressés contre la tyrannie, la classe ouvrière de France qui fraternise avec ses frères marocains immigrés dans la lutte contre l'exploitation commune, ne laissera pas commettre ce crime. Etroitement unie, elle exige la liberté pour Mohammed Ajar et ses cama-

rades et joint sa voix aux chants puissants des accusés :

« Nous n'avons pas peur la vérité éclatera ».

A bas Hassan, le bourreau du peuple marocain !

Liberté pour Mohammed Ajar et ses camarades !

Vive la solidarité de lutte du peuple marocain et du peuple de France !

ESPAGNE :

LES TRAVAILLEURS RENFORCENT LEUR COMBAT

Le 13 septembre, 20 000 ouvriers du bâtiment se sont mis en grève à Madrid. Ils réclament en particulier l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail, un mois de vacances, l'amnistie pour les travailleurs détenus pour leurs activités syndicales. La grève s'est encore étendue lorsque les travailleurs ont appris qu'un de leurs frères, Pedro Patino, avait été lâchement assassiné par la garde civile alors qu'il distribuait des tracts.

Malgré la surveillance des chantiers par la police armée, la grève se poursuit.

A Barcelone, des ouvriers du bâtiment sont également en grève. Une manifestation s'est déroulée dans la

ville au cours de laquelle des affrontements avec la police ont eu lieu.

D'autre part, à la suite de l'occupation des principaux hôpitaux psychiatriques espagnols par les médecins qui protestaient contre le licenciement de plusieurs d'entre eux, la réduction du nombre des lits d'hôpitaux, le gouvernement a dû céder.

Des couches de plus en plus larges de travailleurs espagnols passent à l'action alors que la classe ouvrière renforce sa combativité.

Le peuple espagnol a de glorieuses traditions révolutionnaires,

IL VAINCRA !

VIETNAM :

AGONIE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

A l'approche de la « farce électorale » dont les « difficultés d'organisation » les désespèrent, l'affolement grandit dans le panier de crabes des bandits yankees et de leurs fantoches. Joignant ses assauts à ceux, victorieux, des populations du Sud du pays qui remportent, sur le terrain militaire, d'éclatants succès, la population des villes vietnamiennes descend dans les rues pour invectiver les fantoches et leurs maîtres américains et condamner avec fureur l'agression des impérialistes U.S. et les atrocités commises contre le peuple du Sud-Vietnam.

« IMPÉRIALISTES AMÉRICAINS, DÉCAMPEZ ! »

A Hué, à Saïgon, de très violentes manifestations se succèdent sans interruption pour exiger le départ des assassins U.S. et de leur clique de fantoches. Les manifestants incendient au passage les véhicules de guerre et ceux des entreprises américaines : dans ces deux villes, plus d'une vingtaine d'engins ont été détruits par des bombes ou incendiés. Les « autorités » locales ont dû se résoudre à interdire la circulation de tous les véhicules militaires américains. Car, morts de frousse, les Yankees tirent sur tout ce qui bouge ou conduisent à tombeau ouvert pour éviter les engins incendiaires. Ils ont ainsi causé, la semaine dernière, la mort de deux jeunes Vietnamiens de 17 et 20 ans. A leur enterrement, des milliers d'étudiants et d'habitants de Hué ont organisé une puissante manifestation de rue en déployant des banderoles sur lesquelles on lisait : « A bas l'impérialisme américain ! », « Impérialistes américains, décampez ! » et « Impérialisme américain assassin ».

Les 10 000 GI's stationnés dans la région se terrent dans leurs casernes comme des rats dans leurs trous, tant ils craignent la colère populaire.

A BAS LA « FARCE ELECTORALE » !

A Saïgon, les étudiants et l'ensemble de la population pendent dans les rues les effigies de Thieu, annonçant leur verdict de mort. 200 étudiants ont refusé de partir pour le camp militaire de Quang Trung pendant que 400 autres, déjà incorporés, brûlaient leurs uniformes.

Les affiches électorales sont lacérées, les cartes d'électeurs brûlées. A côté des lambeaux d'affiches arrachées, la population de Saïgon colle massivement des panneaux, proclamant ironiquement :

« Si vous voulez la paix dans l'esclavage, si vous voulez la liberté pour les Américains, si vous voulez le bien-être et le bonheur des familles Thieu et Huong, alors, votez pour la liste insultée par le peuple ! »

Saisi de vertige, Thieu voit l'abîme se creuser sous ses pieds. Il se raccroche désespérément à ses maîtres américains car autour de lui c'est le désert. La quasi-totalité de la population est dressée contre lui et crie sa haine des fantoches et de leurs patrons américains. Toutes les couches de la population sont liguées pour exiger leur départ immédiat du sol vietnamien : étudiants, bouddhistes, catholiques, journalistes, dont certains, hier encore hésitants, ont rejoint les rangs déterminés des forces patriotiques en lutte contre les agresseurs yankees, exécrés de la population.

Le dollar américain a décidément du plomb dans l'aile puisque Nixon, qui proclame tristement : « Nous



Dans de nombreuses villes du Vietnam, la population manifeste contre l'impérialisme U.S. et son gouvernement fantoche.

aurions préféré avoir une élection disputée entre un certain nombre de candidats », n'a pu trouver une autre marionnette à acheter, même au prix fort, tant les fantoches tremblent pour leur peau. Agresseurs yankees et clique fantoche tremblent d'ailleurs de concert et si fort qu'ils s'entre-tuent :

Un commandant, un lieutenant et cinq sous-officiers de Thieu ont été tués par un fusilier-marin qui a lancé des grenades sur le P.C. d'un bataillon fantoche à Cam Lô. Dans la même région, quatre officiers de la police militaire qui obligeaient leur unité à effectuer des rafles en vue de pré-

parer la farce des dernières « élections législatives » ont été abattus.

Galvanisée par les récentes et puissantes grèves des ouvriers des ports, entrepôts, banques et lignes aériennes, la population entière du Sud-Vietnam, villes et campagnes étroitement unies, est dressée pour protester, non pas contre les fraudes électorales, mais contre la farce électorale tout entière. C'est un nouveau coup de massue asséné aux agresseurs impérialistes, encore plus isolés, encore plus acculés.

A bas la farce électorale !
Dehors les agresseurs américains !
F.N.L. vaincra !

ATTICA :

CONSCIENCE et HAINE de CLASSE
GRANDISSENT dans les PRISONS AMÉRICAINES

Manifestation de masse à Détroit contre le racisme.

42 morts dont 10 gardiens — tous Blancs — et 32 prisonniers — tous Noirs ! Tel est l'horrible bilan de la tuerie d'Attica destinée, selon l'aveu du gouverneur Rockefeller qui a commandé le bras des assassins, à « mater des révolutionnaires fanatiques remettant en question les Etats-Unis et leur système pénitentiaire ». C'est bien là, en effet, qu'il faut chercher l'explication de ce massacre suivant de près l'assassinat du militant George Jackson, à la veille d'un procès qui aurait révélé son innocence : mater des révolutionnaires.

Le prolétariat noir, doublement

exploité par les féroces banquiers de Wall Street, atrocement brimé et humilié par la haine raciste entretenue par une administration fasciste, deux fois plus touché par le chômage que le prolétariat blanc, enfermé dans les bidonvilles ou les taudis des ghettos, acculé à la misère la plus affreuse, se retrouve massivement derrière les barreaux des sinistres prisons américaines : 90 % des 2 000 détenus d'Attica sont des Noirs ou des Porto-Ricains. 80 % des détenus de l'Etat de New York sont Noirs alors que ceux-ci représentent 12 % de la population de l'Etat !

Mais « là où il y a oppression, il y a révolte » et la conscience de classe du prolétariat noir grandit impétueusement aux Etats-Unis. Ces prisons où il se retrouve si nombreux sont un lieu de politisation intense qui alarme les capitalistes américains fascistes, plus féroces que les Nazis.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner les revendications des révoltés d'Attica qui ne cherchaient pas à s'évader mais exigeaient : l'arrêt des brimades, du traitement brutal et inhumain, le droit de lire, la libération d'Angela Davis, et condamnaient « le racisme des gardiens blancs et du système judiciaire américain ».

C'était plus que ne pouvait supporter l'administration fasciste qui a commandé le massacre en tentant de faire croire à l'opinion américaine que les otages avaient été « égorgés » par les détenus et « sauvagement mutilés ». Mais les mensonges n'ont plus guère de crédit auprès de cette opinion, déjà traumatisée par toute une série de révélations spectaculaires sur le cynisme de ses gouvernants ; et la vérité a transpiré et s'impose maintenant à tous : toutes les victimes ont été tuées sous le feu croisé des 1 700 gardes fédéraux qui ont pris la prison d'assaut. Après avoir immédiatement félicité son

complice Rockefeller pour sa « fermeté » et la police pour « la compétence avec laquelle elle s'est acquittée de sa tâche », l'assassin Nixon se replie maintenant dans un silence embarrassé.

Nul doute que cette féroce exécution n'impulse un nouveau bond à la haine de classe et aux luttes du prolétariat noir rejoint par les progressistes américains. Déjà des manifestations de solidarité ont eu lieu dans les pénitenciers de Baltimore et d'Atlanta. Plus violente se fait la lutte pour la libération d'Angela Davis, jeune universitaire noire, arrêtée depuis un an déjà et dont le procès doit s'ouvrir à la fin de ce mois dans une atmosphère d'hystérie raciale qui rappelle celle de l'assassinat de Sacco et Vanzetti.

Les fascistes américains ont mangé leur pain blanc. Ce n'est pas pour rien que les prisons américaines répondent, aux U.S.A. même, au surnom « d'universités marxistes » !

LES VICTIMES D'ATTICA
SERONT VENGEES !
LIBERTE POUR ANGELA DAVIS !
A BAS L'IMPÉRIALISME U.S.,
ENNEMI N° 1
DU PEUPLE AMÉRICAIN
ET DES PEUPLES DU MONDE !